

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE
Commune de Montataire**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment le livre I de la partie réglementaire et particulièrement ses articles R. 122-2 et R. 186-46 ;

Vu l'article R. 122-2 du Code de l'environnement qui dispose :

« II. – Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.

Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.

Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale. » ;

Vu l'article R. 181-46 du Code de l'environnement qui dispose :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. [...] » ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992 autorisant la société AKZO NOBEL COATINGS à étendre ses activités de fabrication de peintures et de résines dans son établissement sis sur le territoire de la commune de Montataire, ZI les Bas Prés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 autorisant la société AKZO NOBEL COATINGS à exploiter un stockage de produits finis dans son établissement précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 statuant sur la demande présentée par la société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE relative au changement d'exploitant des installations exploitées sur le territoire de la commune de Montataire ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 délivré à la société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE pour son site implanté sur la commune de Montataire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2026 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la notification de cessation d'activité ICPE partielle du 14 novembre 2025 concernant les rubriques soumises à autorisation : n°s 1434, 4001, 1436 et à enregistrement : n° 4331 ;

Vu les rapports concernant cette cessation d'activité partielle :

- Diagnostic environnemental du milieu souterrain dans le cadre d'une cessation partielle d'activité, référencé « CESINO221324 / RESINO14961-01 - COA / BDU / SEP – 13 décembre /12/2022 » ;
- Plan de Gestion Bâtiments 56 à 59, 61 à 63, 65, 119 et 121 Parcs à cuves 11 et 150, référencé « 1063865-01 / NO3700237 / CV_NO0001249-02 - MAH / BDU / SEP – 12 janvier /01/2024 » ;
- Plan de Gestion Parcs à cuves P95 et P106, référencé « 1069524-01 / NO3700237 / CV_NO0001249-02 - MAH / BDU / SEP – 12 janvier /01/2024 » ;

Vu le dossier de porter à connaissance portant sur les modifications apportées au site de Montataire, transmis par courrier du 20 juin 2025, complétés le 29 septembre 2025, 19 novembre 2025, 8 décembre 2025, 23 février 2026 et 24 mars 2026 ;

Vu le rapport du 30 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 8 avril 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 9 avril 2026 et du 29 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. l'exploitant a sollicité des aménagements des conditions d'exploitation de son site de Montataire, ces aménagements consistent en :

- la réorganisation globale des flux concernant la réception des matières premières, le stockage des matières premières, la fabrication des produits finis et leur expédition ;
- la modernisation de l'unité 1 dédiée à la fabrication des peintures en phase aqueuse ;
- l'aménagement d'un parking poids-lourds ;

2. l'aménagement des conditions d'exploitation a entraîné une modification de la situation administrative de la situation du site de Montataire, en particulier :

- le site n'est plus seuil bas par la règle de cumul « Dangers pour l'environnement » ;
- les installations du site de Montataire relèvent désormais du régime de l'enregistrement, de la déclaration avec contrôle périodique, et de la déclaration ;

Les aménagements n'entraînent pas l'extension d'installations soumises à autorisation, enregistrement au sens du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

Il en résulte que les aménagements des conditions d'exploitation du site de Montataire ne constituent pas une modification substantielle au sens du 1° du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

3. l'examen du dossier relatif aux aménagements des conditions d'exploitation a permis de :

- constater l'absence de zone humide sur la future zone dédiée au parking PL à artificialiser ;
- montrer que l'impact des aménagements effectués sur les rejets atmosphériques reste faible ;
- montrer que les aménagements entraînent une augmentation de 6 poids lourds par jour ouvré en plus des 33 poids lourds par jour ouvré dans la configuration antérieure ;
- montrer que les aménagements n'entraînent pas une augmentation significative des déchets produits sur le site ;

- mettre en évidence que l'impact des aménagements sur la consommation d'eau et les rejets aqueux reste limité ;
- montrer que l'impact sanitaire du projet de modification sur les tiers est peu significatif ;

Il en résulte que les aménagements des conditions d'exploitation du site de Montataire ne constituent pas une modification substantielle au sens du 3° du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

4. l'examen du dossier relatif aux aménagements des conditions d'exploitation a permis de constater que :

- les flux thermiques générés en cas d'incendie sont contenus à l'intérieur du périmètre du site de Montataire ;
- les modifications à venir ne remettent en cause la disponibilité pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures ;
- les dispositifs de confinements présents sur le site de Montataire sont assez dimensionnés, en cas d'incendie, pour confiner les eaux d'extinction ;

Il en résulte que les aménagements des conditions d'exploitation du site de Montataire ne constituent pas une modification substantielle au sens du 3° du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

5. les aménagements apportés aux conditions d'exploitation du site de Montataire sont notables au sens du II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, et non substantiels ;

6. il convient, en application des dispositions du II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, d'adapter l'autorisation environnementale, notamment en actualisant le classement des installations induit par les modifications apportées, et d'encadrer l'exploitation du site de Montataire ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE, dont le siège social est situé 29, rue Jules Uhry à Thiverny (60 160), est autorisée à poursuivre ses activités de fabrication de peintures et de revêtement de ses installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Montataire, ZI les Bas Prés, sous réserve des droits des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexe du présent arrêté.

Article 2 :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du Code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Montataire pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Montataire fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Montataire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **20 MAI 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE

Monsieur le Sous-Préfet de Senlis

Monsieur le Maire de la commune de Montataire

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Akzo Nobel Decorative Paints France, dont le siège social est situé 29, rue Jules Uhry à Thiverny (60160), est autorisée à poursuivre ses activités de fabrication de peintures et de revêtement de ses installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Montataire, ZI les Bas Prés, sous réserve des droits des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET MODE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉE

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Détails de l'installation
1510-2b	E	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieure à 300 000 m³.</p>	<p>4 installations pourvues d'une toiture (IPD)</p> <p>IPD 1 :</p> <ul style="list-style-type: none">– Bâtiment 148 (emballage, matières premières et produits finis) : 360 000 m³ ;– Bâtiment 99 (emballages vides souillés) : 7 700 m³ ;– Bâtiment 97 (emballages vides souillés) : 4 500 m³ ;– Bâtiment 73 (produits finis) : 11 480 m³ ; <p>Total : 383 680 m³.</p> <p>IPD 2 :</p> <ul style="list-style-type: none">– Bâtiment 143 (produits finis) : 9 600 m³ ;– Bâtiment 133 (emballage et matières premières) : 38 000 m³ ; <p>Total : 47 600 m³.</p> <p>IPD 3 :</p> <ul style="list-style-type: none">– Bâtiment 100 (emballages vides et produits finis) : 5 600 m³ ;– Bâtiment 7 (emballages plastiques / métalliques) : 56 130 m³ ; <p>Total : 61 730 m³.</p> <p>IPD 4 :</p> <ul style="list-style-type: none">– Bâtiment 147 : 9 300 m³ <p>Volume total : 502 310 m³</p>
1414-3	DC	<p>Gaz inflammables liquéfiés.</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs comportant des organes de sécurité</p>	<p>Station de distribution GPL pour engins de manutention</p>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Détails de l'installation
1532-2b	D	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition e la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>Parcs palettes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – stockage palettes neuves (à côté de la station GPL) : 1 000 m³ ; – zones de stockage U1 (3 zones) : 500 m³ <p>Parcs déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 3 plateaux (palettes de bois usagées / cassées) : 1100800 m³ ; <p>Quantité totale : 2 6300 m³</p>
2910-A-2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du codeCode de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>Chaudières gaz (bâtiment 110) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 3 800 kW – 3 800 kW <p>Groupe électrogène (bâtiment 144) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 54 kW <p>Puissance totale : 7 654 kW</p>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Détails de l'installation
2925-1	D	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	<p>Accumulateurs présents dans les locaux de charges localisés dans les entrepôts/les bâtiments de production (bâtiments 144, 29, 7, 133, 147, 73, 148, 143, 9 et 100)</p> <p>Puissance totale : 200 kW</p>
4510-2	DC	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>– Stockages conditionnés : 31 tonnes en IBC dans l'entrepôt de stockage actuel (bâtiment 148), et transfert à partir de 2027 le bâtiment 7.</p> <p>– Stockage parc déchets : 5 tonnes sur l'air déchets (parc 151)</p> <p>– En-cours de fabrication : 4 tonnes en cuve dans l'unité de production (bâtiment 29)</p> <p>Quantité totale : 40 tonnes</p>

E : Enregistrement

DC : Déclaration avec contrôle périodique

D : Déclaration

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leur annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.4.1. CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : le site est remis en état pour un usage industriel.

La cessation partielle sans libération de terrain et la continuation d'activité ICPE sur le reste du site ne permet pas à l'exploitant de mener la réhabilitation des parcelles ayant accueilli les activités ICPE cessées. En conséquence, il sera demandé à la société Akzo Nobel Decorative Paints France de réhabiliter ces parcelles avant d'être libérées pour un nouvel usage ou vendues ou, à défaut, lorsque sa dernière rubrique ICPE à enregistrement sera cessée.

Dans tous les cas, l'exploitant réhabilitera toutes les parcelles ayant accueilli les ICPE objets de cette cessation partielle selon la réglementation encadrant les cessations d'activité des ICPE soumises à autorisation.

ARTICLE 1.4.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.4.3. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 2.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Autres caractéristiques
19	Trémie poudre	Capacité de la machine : 40 t/j de poudre	Trémie raccordée à un filtre à manche à décolmatage automatique
20	Trémie poudre	Capacité de la machine : 40 t/j de poudre	Trémie raccordée à un filtre à manche à décolmatage automatique
21	Dépoussiéreur pour chargement manuel réacteurs	Capacité de la machine : 150 kg/j de poudre	Dépoussiéreur raccordé à un filtre à manche à décolmatage automatique
23	Réacteur et aspirations du bâtiment 29	Capacité de la machine : 50 t/j de poudre	Réacteur et aspirations raccordés à un filtre à manche à décolmatage automatique

ARTICLE 2.1.2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

N° de conduit	Hauteur (en mètre)	Diamètre (en mètre)	Débit nominal (en Nm³/h)	Vitesse minimale d'éjection (en m/s)
19	10	0,3	3 000	5
20	10	0,3	2 700	5
21	10	0,35	2 300	5
23	11,8	0,8	22 000	5

CHAPITRE 2.2. LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 2.2.1. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉES

ARTICLE 2.2.1.1. ÉMISSIONS CANALISÉES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

N° de conduit	Poussières	
	Concentration (en mg/Nm ³)	Flux (kg/h)
19	30	0,09
20	30	0,08
21	30	0,07
23	30	0,66

ARTICLE 2.2.1.2. ÉMISSIONS DIFFUSES

Le flux annuel d'émission diffuse de COVNM ne dépasse pas 2 % de la consommation annuelle de solvant.

ARTICLE 2.2.3. COMPOSÉES ORGANIQUES VOLATILS

La quantité de solvant consommée annuellement ne dépasse 70 tonnes.

L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

L'utilisation des composés organiques visés par l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 2 février relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, des substances ou mélanges de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou a phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61, et substances ou mélanges Halogènes de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, est interdites ou limitées en production.

Certains réactifs répondant aux mentions de danger, précisé à l'alinéa 4, sont utilisés en laboratoire et en production. La quantité maximale en stock utilisée annuellement est de 10 kg présente sur site est de 4 tonnes. Les quantités consommées de son stock sont consignées sur un registre et à la disposition de l'inspection.

CHAPITRE 2.3. LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 2.3.1. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS CANALISÉES

L'exploitant assure une surveillance des rejets des conduits 19, 20, 21 et 23 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Vitesse d'éjection	Annuelle
Concentration	Annuelle
Flux	Annuelle

ARTICLE 2.3.2. MESURES « COMPARATIVES »

L'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon la périodicité définie ci-dessous.

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Vitesse d'éjection	Annuelle
Concentration	Annuelle
Flux	Annuelle

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 3.1.1. ORIGINE ET RÉALIMENTATION DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier de prélèvement (m ³ /j) sur 220 jours
Réseau de distribution public des communes de Précy-sur-Oise et Montataire	49 000	220

ARTICLE 3.1.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse », d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

CHAPITRE 3.2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivante :

- les eaux pluviales : eaux pluviales de toiture et eaux pluviales de voiries ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
 - les eaux sanitaires ;
 - les eaux résiduelles liées aux activités de fabrication : eaux de refroidissement, eaux de lavage, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Condition de raccordement
Rejet n° 7	X = 658907,87 Y = 6905445,45	Eaux pluviales de voirie	/	Ru le Thérinet	/
Rejet n° 17	X = 659222,61 Y = 6905536,88	Eaux pluviales de voirie	/	Fossé Route D200	/
Rejet général F	X : 659127,54 Y : 6905327,20	Eaux résiduelles (eaux usées : Eau de process, utilités, sanitaires)	Réseau communal	Station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise	Droit au raccordement du 6 février 2023, renouvelée tous les 5 ans

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Condition de raccordement
Rejet STEP A	X : 659030,86 Y : 6905710,44	Eaux résiduaires (process)	Rejet général F	/	/

ARTICLE 3.2.2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre ;

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.3. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

CHAPITRE 3.3. LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 3.3.1. CARACTÉRISTIQUES DES REJETS

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C ;
- la modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 3.3.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ses eaux résiduelles dans la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise, les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE	pH, débit, concentrations	Flux maximal (en kg/j)
Température	1301	Inférieure à 30 °C	Sans objet
pH	1302	Entre 5,5 et 8,8	Sans objet
Débit	1421	92 m ³ /j	Sans objet
DCO	1314	2 000 mg/l	184
DBO5	1313	800 mg/l	73,6
MES	1305	100 mg/l	9,2
N(global)	1551	150 mg/l	13,8
Rapport DCO/DBO5	Sans objet	2.5 mg/l	Sans objet
Hydrocarbures totaux	7008	10 mg/l	1
Zinc (Zn)	1383	2 mg/l	0,2
Chrome (en Cr)	1389	0,5 mg/l	0,05
Plomb(Pb)	1382	0,5 mg/l	0,05
Cuivre (Cu)	1392	0,5 mg/l	0,05
Argent (Ag)	1368	0,1 mg/l	0,01

ARTICLE 3.3.3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DE VOIRIE DANS LES EAUX DE SURFACE

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE	pH, débit, concentrations
Température	1301	Inférieure à 30°C
pH	1302	Entre 5.5 et 8.8
DCO	1314	90 mg/l
DBO5	1313	40 mg/l
MES	1305	30 mg/l
Métaux totaux	Sans objet	5 mg/l
Hydrocarbures totaux	7008	5 mg/l

ARTICLE 3.3.4. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DE VOIRIE DANS LES EAUX DE SURFACE

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Ces eaux peuvent être acheminées vers la station d'épuration extrême avec l'accord du gestionnaire de l'installation, mais ne doit pas porter atteinte au fonctionnement de cette installation.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués.

CHAPITRE 3.4. SURVEILLANCE DES REJETS

ARTICLE 3.4.1. CONTRÔLE DES REJETS

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi		Périodicité de la mesure	
		Eaux pluviales de voirie n° 7 et 17	Eaux résiduaires en (en sortie de la station d'épuration interne)	Eaux pluviales de voirie n° 7 et 17	Eaux résiduaires en (en sortie de la station d'épuration interne)
Température	1301	Instantané	Prélèvement sur 24 heures	Semestrielle	Hebdomadaire
pH	1302	Instantané	Prélèvement sur 24 heures	Semestrielle	Hebdomadaire
DCO	1314	Prélèvement sur 24 heures	Prélèvement sur 24 heures	Semestrielle	Hebdomadaire
DBO5	1313	Prélèvement sur 24 heures	Prélèvement sur 24 heures	Semestrielle	Hebdomadaire
Azote global	1551	/	Prélèvement sur 24 heures	/	Hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	7008	Prélèvement sur 24 heures	Prélèvement sur 24 heures	Semestrielle	Trimestrielle
Métaux (Zn, Ag, Cr, Pb, Cu)	1383, 1368, 1389, 1382 et 1392	/	Prélèvement sur 24 heures	/	Trimestrielle

CHAPITRE 3.5. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE

ARTICLE 3.5.1. ADAPTATION EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas de sécheresse, l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 4 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUITS

ARTICLE 4.1.1. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit : de 22 h à 7h ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 4.1.2. MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service ou les modifications apportées puis tous les 5 ans.

ARTICLE 4.1.3. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixés dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit du site de Montataire)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf les dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à Supérieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 4.1.4. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 5.1.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Bâtiment local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et plancher	Portes et fermeture	Mur séparatif
Bâtiment 148	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toitures A, B, C, D, E : Étanchéité bitumeuse et bac acier – Toitures F, G, H, I, J, K : bac acier 	<ul style="list-style-type: none"> – Mur extérieur NORD : soubassement 5 m de parpaings et tôles / isolant « double peau ». – Mur extérieur SUD : tôles et isolant « double peau » du sol au plafond. – Mur extérieur EST : tôles et isolant « double peau » du sol au plafond. – Mur extérieur OUEST (côté quais) : tôles et isolant « double peau » du sol au plafond. 	<ul style="list-style-type: none"> Portes coupe-feu des murs séparatifs intérieurs EI₂120 – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	<p>Les groupes de halls ci-dessous sont séparés de murs coupe-feu 2h00.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mur séparatif entre halls A et B prolongé latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre. – Mur séparatif entre halls B et C prolongé latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre. – Mur séparatif entre halls I et J prolongé latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre. – Mur séparatif entre halls H et G prolongé latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre. – Mur séparatif entre halls E et F prolongé latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre. <p>La cellule inflammable est séparée des halls CDE par des murs et portes coupe-feu 2h00.</p>
Bâtiment 7	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : Bac acier 	Mur extérieur : 0,8 mètre de soubassement parpaings, puis tôles double peau avec isolant jusqu'en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	Sans objet
Bâtiments 73/97/99	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : Plaques fibrociment 	Mur type parpaings (extérieur et intérieur) avec des communications entre les 3	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes engins extérieures : acier 	Sans objet

Bâtiment local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et plancher	Portes et fermeture	Mur séparatif
		bâtiments		
Bâtiment 100	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : bac acier avec étanchéité bitumeux 	Tôles double peau avec isolant de bas en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	Sans objet
Bâtiment 133	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : étanchéité 	– Mur extérieur : 2 mètres de soubassement parpaings, puis tôles double peau avec isolant jusqu'en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	1 mur séparatif type REI 120 (non fermé aux extrémités)
Bâtiment 143	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : Panneaux sandwich 	Tôles double peau avec isolant de bas en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	Sans objet
Bâtiment 29	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : BROOF t3 Bac acier et étanchéité bitumeux 	– Mur extérieur : 5 mètres de soubassement parpaings, puis tôles double peau avec isolant jusqu'en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	Sans objet
Bâtiment 144	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : Bac acier 	– Mur extérieur : 2 mètres de soubassement parpaings, puis tôles double peau avec isolant jusqu'en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : acier – Portes sectionnelles extérieures : standard 	Sans objet
Bâtiment 147	<ul style="list-style-type: none"> – Sols : béton – Toiture : Bac acier 	– Mur extérieur : 0,8 mètre de soubassement parpaings, puis tôles double peau avec isolant jusqu'en haut	<ul style="list-style-type: none"> – Portes piétons extérieures : coupe-feu EI260 – Portes sectionnelles extérieures : standard 	Sans objet

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des mesures correctives prises.

ARTICLE 5.1.3. BASSINS DE CONFINEMENT

L'exploitant possède 2 bassins de confinement permettant de contenir notamment les pollutions accidentelles, les eaux d'extinction ainsi que les effluents liquides susceptibles de polluer le milieu récepteur.

Le site dispose :

- 1 bassin étanche localisé au nord-ouest de capacité 1 759 m³ dont 979 m³ sont réservées au confinement des eaux d'extinction ;
- 1 bassin étanche localisé au sud-est de capacité 2 021 m³ dont 1 758 m³ sont réservés au confinement des eaux d'extinction.

Le dispositif de rétention des eaux d'extinction a une capacité minimale de 1 958 m³.

Les 2 bassins étanches sont maintenus, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible et doit avoir la disponibilité de la capacité de rétention.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces bassins sont actionnables en toutes circonstances, localement et à partir du poste de commande au poste de garde.

Les eaux d'extinction comme les eaux polluées collectées dans les 2 bassins étanches sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 5.1.4. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TUYAUTERIES ET CAPACITÉS CONTENANT DES MATIÈRES DANGEREUSES

A. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées. Les contrôles, vérifications et opérations de maintenance sont enregistrés.

B. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées. Les contrôles, vérifications et opérations de maintenance sont enregistrés.

C. Les tuyauteries sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

D. Les tuyauteries sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées...). Leur parcours est aussi réduit que possible.

CHAPITRE 5.2. AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

ARTICLE 5.2.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, risque incendie, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 5.2.2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Afin d'en interdire l'accès, le site est, sur l'ensemble de sa périphérie, entouré d'une clôture efficace (bon état général, continue autour de l'installation, sans fissures, ouvertures ou failles) et résistante de 2 mètres de hauteur au moins.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, les plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

CHAPITRE 5.3. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 5.3.1. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 150 et complétés et précisés comme ci-après :

- 2 poteaux incendie publics de débit unitaire minimal de 60 m³/h sous une pression de 1 bar ;
- 20 poteaux incendie privés de diamètre DN 100 de débit unitaire minimal de 60 m³/h et sous pression minimum de 1 bar ;

- 1 système d'extinction automatique d'incendie équipant le bâtiment 148 adapté aux produits présents, et alimentés par 2 réserves d'eau de volume unitaire 539 m³ ;
- 2 fûts de 200 litres chacun mobiles d'émulseur disponibles sur le site ;
- 1 système d'extinction automatique au CO2 protégeant la salle informatique du bâtiment 152 ;
- 1 système d'extinction automatique au CO2 protégeant la salle de contrôle du bâtiment 144.

Les poteaux incendie sont en mesure de fournir le débit d'eau nécessaire pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures, calculés conformément au document technique D9 (Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), sans toutefois dépasser 720 m³/h.

L'exploitant s'assure de la disponibilité d'eau requis.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des colonnes sèches.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

TITRE 6 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

ARTICLE 6.1.1. Déchets produits par le site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Traitement extérieur
Déchets non dangereux	15.01.01	Cartons	Valorisation matière
Déchets non dangereux	15.01.02	Plastiques	Valorisation énergétique / matière
Déchets non dangereux	15.01.03	Bois	Valorisation énergétique / matière
Déchets non dangereux	15 01 04	Métal	Valorisation matière
Déchets non dangereux	19 02 06	Boues de STEP	Valorisation matière
Déchets non dangereux	20 03 01	DIB	Valorisation matière
Déchets non dangereux	08 01 12	Peinture acrylique	Valorisation énergétique
Déchets dangereux	08 01 11*	Peinture solvantée	Valorisation énergétique
Déchets dangereux	13 05 07*	Eaux et hydrocarbures	Valorisation énergétique
Déchets dangereux	15 01 10*	Emballages et matériaux souillés	Valorisation énergétique
Déchets dangereux	16 05 04*	Aérosols	Valorisation matière
Déchets dangereux	20 01 21*	Tubes fluorescents	Valorisation matière
Déchets dangereux	16 03 05*	Déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses	Valorisation énergétique

ARTICLE 6.1.2. Limitation du stockage sur le site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :

	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> – Cartons : 2 tonnes – Plastiques : 4 tonnes – Bois : 4 tonnes – Déchets métalliques : 4 tonnes – Boues de STEP : 22 tonnes – DIB : 10 tonnes – Peinture acrylique : 25 tonnes
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> – Peinture glycéro : 2 tonnes – Eaux et hydrocarbures (des séparateurs d'hydrocarbures) : 7 tonnes – Emballages et matériaux souillés : 6 tonnes – Aérosols : 0,2 tonnes – Tubes fluorescent : 0,5 tonnes – Déchet d'origine organique contenant des substances dangereuses : 5 tonnes.

TITRE 7 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 7.1 ACTES ANTÉRIEURS

ARTICLE 7.1.1. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées et remplacées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées (uniquement les prescriptions)	Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 20 juin 1997 autorisant la société AKZO NOBEL COATINGS à exploiter un stockage de produits finis	Toutes	Suppression
Arrêté préfectoral du 11 mai 1992 autorisant la société AKZO NOBEL COATINGS à étendre ses activités de fabrication de peintures et de résines	Toutes	Suppression
Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 septembre 2018 visant à encadrer les activités de fabrication de peintures et de revêtement	Toutes	Suppression

ARTICLE 7.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions de la présente annexe s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.